

Ça gronde dans les hautes écoles

■ L'établissement Lucia de Brouckère entame ce vendredi son deuxième jour de grève.

Analyse **Bosco d'Otreppe**

L'an dernier, à la même époque, la grève avait éclaté à la haute école Albert Jacquard de Namur. Cette année, c'est l'établissement Lucia de Brouckère d'Anderlecht qui est touché. Vendredi, les étudiants y engageront une deuxième journée de grève.

Outre des problèmes propres à chacun de ces établissements, les revendications des étudiants restent sensiblement les mêmes d'une année à l'autre : faute de financement, les hautes écoles se fissurent, l'encadrement pédagogique s'y amenuise, et les équipes professorales fatiguent.

Des problèmes transversaux

La haute école Lucia de Brouckère, est confrontée à de graves difficultés administratives liées au fonctionnement interne de l'établissement. *"Mais on y retrouve surtout des problèmes qui sont communs à d'autres hautes écoles, fait comprendre Maxime Mori, le président de la Fédération des étudiants francophones (la Fef). Des cours n'ont pas lieu faute de professeurs, le secrétariat et les autorités sont pratiquement injoignables et les conditions d'études sont globalement indignes d'un système éducatif de qualité."* La cause ? *"Le définancement*

structurel que subissent les hautes écoles depuis des années."

La rigidité de l'enveloppe fermée

Comme l'ensemble des établissements de l'enseignement supérieur en Belgique francophone, universités y compris, la haute école Lucia de Brouckère est financée dans le cadre d'une enveloppe fermée. Mais cette enveloppe ne peut suivre la croissance rapide de la population étudiante de ces dernières années.

Dans les hautes écoles, qui comptent plus de 80 000 étudiants, la population scolaire a augmenté de 30 % en vingt ans. Le résultat de ce système de financement est donc catastrophique pour les établissements. Depuis 1998, le financement dont ils bénéficient par étudiant a baissé de 7 %. Aujourd'hui, une haute école reçoit de la part de la Fédération Wallonie-Bruxelles un montant moyen de 5 300 euros par étudiant. Ce qui est insuffisant.

L'enseignement catholique, qui coordonne également un réseau d'établissements supérieurs, s'alertait de ces chiffres en janvier dernier. Il pointait de surcroît le fait que, pour les hautes écoles, il existe *"peu de possibilités de chercher des financements complémentaires pour la recherche appliquée, alors que les universités bénéficient de ressources supplémentaires de financement pour leurs activités de recherche"*.

Davantage de fusions ?

Les conséquences de ce définancement touchent tout le monde rappellent également les étudiants. Les besoins en ordinateurs ou en réseaux wifi ne sont plus comblés. La surpopulation dans les classes est de plus en

plus difficile à gérer. Mais la charge horaire devient également excessive pour des professeurs qui doivent, pour certains d'entre eux, prester plus de cinquante heures par semaine.

Le ministre de l'Enseignement supérieur, Jean-Claude Marcourt (PS), est bien conscient de ces difficultés. Mais dans un cadre budgétaire serré, il lui est impossible de sortir du système de l'enveloppe fermée.

Pour répondre aux besoins urgents de l'enseignement supérieur, il a débloqué un budget de 107 millions d'euros distribué d'ici 2019.

Ce geste, insuffisant pour pérenniser un enseignement de qualité, a néanmoins été jugé

comme positif par les acteurs.

Le problème, dénoncé par la Fef comme par l'autre syndicat étudiant, l'Union des étudiants de la Communauté française (Unécof), reste cependant la répartition de ces 107 millions d'euros entre les universités et les hautes écoles. Alors que ces dernières accueillent 40 % des étudiants du supérieur, elles ne devraient recevoir qu'un peu plus de 30 % de ces 107 millions.

Pour Maxime Mori, une amélioration durable de la situation ne pourra advenir que si le système d'enveloppe fermée est remis à plat. Le risque, sinon, est de voir se multiplier les fusions entre les établissements, insiste-t-il.

En est-ce une preuve ? En grève l'an dernier, la haute école Albert Jacquard n'existe plus en tant que telle. Elle a fusionné depuis lors avec les hautes écoles Robert Schuman et Charlemagne.

30%

LA POPULATION ÉTUDIANTE AUGMENTE

Les hautes écoles accueillent désormais plus de 80 000 étudiants.

Cela correspond à 40 % du nombre des étudiants inscrits en Communauté française.

En croissance continue, cette population a augmenté de 30 % en vingt ans.